

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 5. — 11 Octobre 1929.

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

Panaï Istrati et l'affaire Roussakov

Panaï Istrati vient de publier, dans la *Nouvelle Revue Française*, un fragment des notes sur l'U.R.S.S. qu'il doit faire paraître prochainement. Cela s'appelle : *L'Affaire Roussakov*. Il ne s'agit pas là d'une histoire romancée. Il s'agit d'une histoire vraie, qu'Istrati a prise comme type de l'état de choses actuel en U.R.S.S. Cette histoire nous touche d'autant plus qu'elle met directement en cause l'un de nos amis, Victor-Serge.

Roussakov est un vieil ouvrier, révolutionnaire, émigré politique avant la révolution d'Octobre, emprisonné en France pendant la guerre ; rentré en Russie soviétique, il n'a cessé de travailler, avec ses enfants et son gendre, Victor-Serge, à la défense de la révolution. Cependant, il n'est pas membre du parti communiste et il n'est pas « dans la ligne », — sans compter que Victor-Serge est oppositional. Ils habitent ensemble. Il n'en faut pas plus pour que la persécution bureaucratique s'abatte sur eux, et particulièrement sur Roussakov, qui travaille à l'usine. On le brime, on le moucharde, on le provoque, parce qu'on veut s'emparer de son logement. Toutes les mesquineries que la clique stalinienne entretient du haut en bas de son appareil sont commises contre lui.

Enfin, le drame éclate. Une communiste provoque Roussakov chez lui, frappe sa fille. Ceux-ci traînent la provocatrice jusqu'au poste de police. Il n'en faut pas plus pour, que dès le lendemain, la presse locale réclame l'exécution sans jugement de Roussakov.

C'est ici qu'Istrati, qui se trouvait à Moscou, intervient. Il se débat contre l'administration. Il proteste. Le récit qu'il vient de publier est l'histoire de cette affaire et de tout ce qu'Istrati a tenté pour faire apparaître la vérité. Après plusieurs acquittements, Roussakov fut condamné aux travaux obligatoires. Contre lui et les siens, la persécution continue.

Istrati rapporte à ce sujet tous les documents, les dépêches, les résolutions, les articles falsifiés, les mensonges. Il montre que cette histoire — une entre mille — est le signe de la dégénérescence qui gagne actuellement la bureaucratie soviétique, de l'étouffement de l'action prolétarienne.

Les gueulards incurables de l'*Humanité* ont usé et abusé du nom d'Istrati lorsque celui-ci arriva en U.R.S.S., et que l'enthousiasme l'emporta chez lui, avant qu'une connaissance plus profonde de la réalité lui fit rectifier son premier jugement. A cette époque ils le portaient aux nues. Maintenant qu'il parle, qu'il donne son opinion d'homme sincère, — et seulement dès qu'il parle — ils essayent de le traîner dans la boue policière qu'ils connaissent si bien. Tous ces Cachin qui faisaient naguère d'Istrati une autorité, en font du jour au lendemain un traître et un vendu.

Istrati n'est pas un marxiste, ce n'est pas un homme politique. Mais c'est un homme du peuple, et qui le connaît ; sa seule règle est de comprendre ce que souffrent et ce que pensent les opprimés. Lorsqu'il s'est

rendu en U.R.S.S., ses yeux n'ont vu que la façade, les masques et les réceptions qui ont accueilli toutes les délégations du X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Un coup d'œil rapide et le prestige des dirigeants ont éclipsé à ses yeux la réalité d'aujourd'hui. Il n'a voulu voir que le pays de la révolution, comme un bloc, avec ses défauts qu'il pouvait supposer mais avec ses qualités, et son immense effort pour sortir le peuple russe de son séculaire esclavage. Il a même répété de confiance les phrases officielles. Il a dit que l'on « construisait le socialisme ».

Un an de voyages à travers l'U.R.S.S., et de contact direct avec les hommes et les choses ont peu à peu changé son appréciation. Il a compris ce que signifiait la répression brutale — à laquelle il a directement assisté sur la personne de son camarade Racovsky — contre l'opposition. Il a senti que le prolétariat se laissait déborder par une bureaucratie omnipotente qui subissait elle-même le poids d'une renaissance de la petite bourgeoisie rancunière, étriquée, rapace. Sans doute, dans ce cas-là non plus, Istrati n'a pas pu donner à ses impressions une forme précise, en faire une analyse claire. Dès cette époque, en U.R.S.S., il a cependant eu le courage de dire son opinion, de protester contre maints abus, de faire à haute voix ses critiques — entre autres pour l'affaire Roussakov. Ceux qui l'attaquent avec bassesse aujourd'hui le savent mieux que d'autres. La bureaucratie littéraire soviétique ne lui a pas fermé la bouche, malgré les ponts d'or qu'elle lui a faits.

Dès son retour d'U.R.S.S., Istrati a donné plusieurs interviews où il indiquait nettement son sentiment. A l'époque l'*Humanité* n'a pas soufflé mot. Depuis, Istrati a hésité longuement sur la façon dont il devait dire au prolétariat ce qu'il pensait de l'U.R.S.S. Il le dira, longuement, dans un ouvrage qui paraîtra bientôt. A ce sujet nous le lui disons carrément : Istrati, tu aurais mieux fait de ne pas publier un fragment de ce livre dans un organe comme la *Nouvelle Revue Française*. Il fallait, dès ton retour, t'adresser au parti, à tous ces camarades qui jugent l'U.R.S.S. à travers les pages de l'*Humanité*, c'est-à-dire sans rien pouvoir y comprendre. Il fallait leur dire : voilà ce que j'ai vu, ce que je sais, ce que je pense. Nos différends avec la bureaucratie de l'Internationale, avec les corrupteurs du mouvement révolutionnaire, nous ne pouvons jamais, sous aucun prétexte, en faire juge la bourgeoisie — qu'elle soit industrielle, littéraire, ou social-démocrate.

Mais les faits sont là, et les allégations ignobles de l'*Humanité* ne peuvent pas les contredire. Les faits sont indéniables ; il n'y a qu'à les expliquer. Nous savons bien que la presse soviétique est pleine tous les jours de critiques sévères contre les abus et les défaillances qui se manifestent sans cesse. La presse bourgeoise — de Coty à Rosenfeld — s'en empare pour accabler « le régime ». Mais notre critique à nous est

différente : elle met en lumière, par une analyse de classe, le sens et la nature de ces défaillances, et elle propose des remèdes. C'est une critique révolutionnaire, forte, saine. C'est une critique de classe, que des centaines d'ouvriers payent actuellement en U.R.S.S. de leur liberté et de leur vie. L'expérience a fait tomber Istrati sur une, sur plusieurs de ces erreurs. Les faits sont patents.

Certainement le lyrisme de sa nature a entraîné Istrati à quelques généralisations, à quelques appels pathétiques, dont la précision peut être contestable. Citons seulement en exemple l'appréciation qu'il donne des actuels événements de Mandchourie : il parle de la bureaucratie soviétique, « belliqueuse au point de se montrer prête à sauter sur cette Chine, qui ose se débarrasser d'une concession du temps du tsarisme. » Non, Istrati. Le militarisme réactionnaire chinois est quelque chose d'encore plus belliqueux que la bureaucratie soviétique.

Mais l'ensemble, le fond des faits et des arguments rapportés par Istrati présente un caractère de franchise, de netteté, de courage, qui doit confondre des apologistes professionnels de l'U.R.S.S. comme Barbusse ou Cachin.

Naturellement, l'*Humanité* a usé une fois de plus de ses chers arguments : *dénaturer et salir*. Istrati, hier grand ami du prolétariat russe est devenu « l'agent de police » du gouvernement roumain. Plus rien n'étonne de l'*Humanité* et de sa clique de rédacteurs. Ceux qui vous y insultent en sont chassés peu après comme petits bourgeois corrompus ; peu importe. Ceux qui crachent sur Istrati aujourd'hui seront lessivés demain avec la prochaine fournée. Même les ouvriers qui lisent l'*Humanité*, parce qu'ils ont besoin d'autre chose que des feuilles bourgeoises, savent à quoi s'en tenir sur les polémiques, les goûts et les dégoûts subits de sa rédaction de fiers à bras.

L'*Humanité* veut trop prouver ; elle ne prouvera rien. Les faits sont là. La persécution des Roussakov est là. L'emprisonnement, la déportation de l'opposition est là. Le bâillonnement toujours accentué de la classe ouvrière est là. Les hurlements et les calomnies n'y feront rien. Toute la fausseté politique, tout le mensonge dont elle s'abrite, deviennent tous les jours plus clairs.

Et parce qu'Istrati a eu l'audace de dire courageusement son opinion, sans trahir sa foi révolutionnaire, les barbouilleurs qui insultent quotidiennement la Révolution d'Octobre et le prolétariat russe par leur démagogie sans frein et leurs genuflexions devant l'appareil, se sont rués sur lui. Pendant que des Barbusse et toute la clique des « amis de l'U.R.S.S. » n'osent pas ouvrir la bouche sur ce qu'ils savent et ce qu'ils connaissent de l'U.R.S.S. par crainte des campagnes odieuses de l'*Humanité*, Istrati se voit traité comme un policier. Et cependant, ce sont ces statues muettes qui cachent des vilénies, et ce sont ces accusateurs qui sont rongés par une police, qui n'est pas roumaine, mais française.

P. NAVILLE.

La semaine

Les enseignements de l'affaire Bessedovsky.

La presse bourgeoise et socialiste n'a pas manqué d'exploiter généreusement la tragi-comédie de la rue de Grenelle. Le premier fonctionnaire de l'ambassade soviétique se plaignant sous la protection d'un commissaire de Chlappe et proclamant à cette occasion que le blé n'est pas payé assez cher aux paysans russes et qu'il faut démocratiser les soviets, cela ne manque pas de piquant. *L'Humanité* nous apprend que Bessedovsky était de longue date un escroc et un contre-révolutionnaire. Il eût mieux valu dans ce cas ne pas lui confier la charge de l'ambassade par intérim.

Analysant les leçons de l'esclandre, *L'Humanité* s'en prend à l'opposition de droite pour démontrer prouve à l'appui que de l'opportunisme à la contre-révolution il n'y a qu'un pas. Sans aucun doute les forces qui épaulent l'opposition de Boukharine et de Rykov sont les forces économiques des paysans riches et des petits bourgeois qui visent à faire dégénérer la dictature du prolétariat. Sans aucun doute ses leaders entraîneraient le régime à se rapprocher des mœurs et des méthodes de la bourgeoisie.

Mais le cas du haut fonctionnaire Bessedovsky comporte des enseignements plus directs. Il éclaire les ouvriers révolutionnaires sur la qualité des hommes que forme la bureaucratie actuelle des Soviets et du Comintern. Pour remplir ses bureaux chargés de diriger la classe ouvrière comme des services, il n'est besoin que d'hommes qui affichent leur loyalisme et prouvent leur docilité. A la première difficulté, le vernis craque. L'homme montre que pour défendre sa place, il n'a acquis ni conviction profonde ni dévouement véritable. La rébellion des députés que le parti français avait décidé de ne pas représenter aux élections de 1928, le passage d'un Marion chargé plusieurs années des responsabilités les plus lourdes à la tête du parti et passé un beau jour à l'extrême droite de la social-démocratie, les délations de Carré, secrétaire régional de l'Ouest devant les tribunaux bourgeois en furent les illustrations les plus éclatantes.

Le Parti peut crier à la trahison et au reniement. Quelques limogeages suffisent à faire de ses leaders les plus arrogants des hommes qui n'ont rien de commun avec la cause prolétarienne. C'est le résultat inéluctable du régime de l'appareil envahisseur que l'opposition dénonce. C'est ainsi que dégénère un parti qui n'exprime plus les intérêts et les besoins du prolétariat.

Les socialistes à Japy.

Le parti socialiste entend exploiter les fissures qui se forment chaque jour dans le parti communiste pour ramener dans les rangs de brebis de la vieille maison les ouvriers qui abandonnent le parti révolutionnaire. Croyant le moment propice, il a voulu tenir à Japy un grand meeting pour célébrer sa carence à Vienne. Le parti communiste avait convié tous les lecteurs de *L'Humanité* à venir imposer dans cette réunion le point de vue révolutionnaire. Trois jours il multiplia ses appels. Les socialistes tinrent leur meeting sous la protection de très imposantes forces de police qui ne manquèrent pas de frapper à coups de matraque les ouvriers trop peu dociles. Au début de la réunion une tentative des communistes pour s'emparer de la tribune fut finalement repoussée après une bagarre violente et les socialistes purent avoir l'illusion de tenir leur réunion.

Réunion sans sérénité car en fait de discours sur le pacifisme, on vit se succéder les déclarations de guerre au communisme — l'objet le plus net évidemment de la social-démocratie. Les orateurs se sont étalés avec complaisance sur cette victoire. Pour eux cela ne marque rien de moins que la reconquête du Paris ouvrier. « Nous avons fini par vaincre, dit Léon Blum, et pour reprendre le mot historique de Cachin, je crois que ce soir le plébiscite est fait. » Léon Blum ne se mouche pas du pied. Mais dans la mesure où l'in-

fluence révolutionnaire perd du terrain dans la classe ouvrière de Paris, le parti communiste porte une lourde responsabilité.

La tâche de l'opposition est d'éviter que ce recul révolutionnaire profite au parti qui est l'agent de la soumission aux fins de la bourgeoisie. En première page *Le Populaire* Séverac écrit à propos du meeting : « Comme disait Lavroff : C'est dans la bataille qu'on conquiert ses droits ». Il s'agit de la bataille contre le parti révolutionnaire, la seule qui révèle un peu l'énergie des leaders socialistes.

A qui passera la mairie de Clichy ?

La presse bourgeoise et social-démocrate — puisque *L'Humanité* n'ose plus informer ses lecteurs, — nous a révélé qu'un conflit avait éclaté entre Auffray et la majorité du conseil municipal et la direction du parti.

Le prétexte en est la volonté du rayon de Clichy d'imposer au conseil municipal un nommé Chapuis, récemment vidé de la B.O.P. Nous ne savons pas encore comment le conflit va tourner. Mais on peut déjà faire une constatation : c'est que l'autorité du parti sur ses municipalités, et ses membres en général, est ruinée. La moindre affaire personnelle fait aujourd'hui apparaître des divergences profondes, et l'on apprend soudain que des 100 0/0 d'hier ne sont que des « traîtres » et des « contre-révolutionnaires ». Bientôt viendra le tour de Duteil, Lauze et Laporte. Plus tard, Berthon ! Tout cela est la conséquence fatale du régime bureaucratique du parti.

Correspondance

A propos de la crise agricole

Voici une lettre que nous avons reçue, à propos d'un article paru dans notre numéro 4 :

Je finis de lire le livre de Trotsky et suis obligé de reconnaître qu'il y a loin du trotskysme dénoncé dans l'Humanité à celui de Trotsky lui-même.

A la lecture des derniers événements (affaire Broussard et ambassade soviétique), les tares du régime d'U.R.S.S. apparaissent celles qui ont été décrites et expliquées par Trotsky.

Très peu ferré sur les questions politiques, je tâche néanmoins de m'instruire. Je suis entièrement avec vous (à moins que vous ne dériviez dans l'avenir) et je serai parvenu en même temps que ma nouvelle adresse le montant de l'abonnement à La Vérité.

Je proteste énergiquement contre la façon légère d'envisager les problèmes agricoles. (Vérité du 4.10.29. « Sémard exagère. Il y a tout simplement une bonne récolte ».)

1) Il ne faut pas nier que l'année 1929 ait été un peu exceptionnelle en ce qui concerne la culture du blé ; mais la crise était à l'état latent et les stocks canadiens ont pesé sur le marché. Nul doute que même en années normales la crise ne se reproduise ; la récolte mondiale augmente chaque année, la consommation est à peu près constante.

2) Pour le vin. La crise viticole s'est déclenchée avant que l'on ait les perspectives de la récolte 1929. Les diverses nations qui veulent écouler leur vin (Espagne, Italie, Grèce) concurrencent dangereusement les produits français. La Grèce a obtenu (avec la contre-partie d'un traitement favorisé pour les automobiles et industries de luxe) l'entrée de ses vins sans contingentement. Enfin l'Algérie, la Tunisie ne viennent pas arranger l'affaire, sans compter qu'en France l'on plante toujours.

La récolte actuelle est moyenne, mais ce qui rend la situation difficile c'est, d'une part, l'augmentation de la surface cultivée en France et aux colonies, la politique de nos industriels avec la Grèce, et, d'autre part, une crise de sous-consommation qui s'accroît chaque jour ; les ouvriers ayant à absorber des vins frelatés achetés au prix fort se sont rejetés sur d'autres boissons. En dehors de la fraude, y a-t-il un pouvoir d'achat diminué de l'ouvrier ?

En résumé la crise agricole existe et il ne faut pas la mésestimer.

Reçois, cher camarade, mes meilleures salutations communistes. — Rodol.

Le camarade a cent fois raison de dire qu'il ne faut pas traiter légèrement des problèmes agricoles, et nous aurions tout à fait tort si nous étions vraiment dans ce cas. J'ai

écrit que Sémard exagérait en disant que la crise agricole était « la plus importante modification » survenue dans l'état du capitalisme depuis le congrès de Saint-Denis. Je voulais dire par là que Sémard se montrait incapable de tracer un tableau sérieux et complet de l'état présent du capitalisme, et qu'il avait cité la crise agricole simplement parce qu'il avait lu quelques articles de journaux sur cette question quelques jours auparavant. C'est en parlant de cette accentuation de la crise, qui a provoqué les discours d'Hennessy, la proposition de créer un office national du blé et quelques autres palliatifs, que j'écrivais : « Il y a tout simplement eu une bonne récolte, ce qui, en effet, a fait baisser les prix. »

Il est certain que la crise agricole (et non la crise agraire, comme l'écrit Sémard) dépasse les limites du malaise qui s'est révélé particulièrement au mois de septembre par la chute des prix et l'inquiétude des petits producteurs. Comme l'écrit notre camarade « la récolte mondiale augmente chaque année, la consommation est à peu près constante ». Il y a donc, dans l'agriculture comme dans l'industrie, une crise de surproduction, dont les conséquences sont particulièrement graves parce qu'elles atteignent des millions de petits producteurs indépendants — ou plutôt écrasés par les syndicats agricoles et les gros propriétaires terriens. Cette crise a un caractère mondial et se répète d'un pays à l'autre ; ainsi les stocks canadiens ont pesé sur la crise récente en France.

En ce qui concerne le blé notre camarade confirme ce que nous n'avions qu'indiqué. La crise est latente, par suite de la surproduction mondiale. Sur ce fond de tableau la bonne récolte de 1929 est venue : elle a fait percer la crise, baisser les prix, empêché la vente. D'où l'agitation chez les petits producteurs, qui ne peuvent pas stocker, qui doivent donc vendre. Tandis que les gros syndicats qui peuvent attendre et le Parti agraire réclamaient (tout comme les koulaks russes) la réduction des emblavures, le refus de vendre aux prix bas, et la hausse du prix du pain. Un droit supplémentaire de 50 francs destiné à protéger le blé contre l'importation a contribué à ramener maintenant les cours à un taux plus normal.

Il n'en reste pas moins vrai que la production reste à la merci d'une nouvelle crise, qui pourra être encore aggravée par la crise plus profonde qui se prépare aux Etats-Unis, où les financiers continuent à crier aux fermiers : « Produisez moins ! ». Ce n'est donc pas en France que se trouve la clé de la crise agricole. Quoique le rendement de l'hectare ait augmenté la surface ensemencée a diminué par rapport à 1913 (6.542.000 ha en 1913, 5.345.000 en 1927). C'est le surplus considérable, venant d'outre-mer et stocké par les minotiers, s'ajoutant à la récolte de 1929, qui a déterminé la crise. La surproduction a donc sa source ailleurs qu'en France (Etats-Unis, Argentine) où l'on ne produit pas assez pour la consommation.

Pour le vin, notre camarade fait remarquer que la crise s'est déclanchée avant que les perspectives de la récolte pour 1929 aient été établies.

L'instabilité de la production est assez grande et les perspectives difficiles à réaliser. La concurrence peut jouer assez facilement. En 1913 il y avait 1.550.000 ha. cultivés ; en 1920, 1 million 490.000 ; en 1926, 1.340.700 ; en 1927, 1 million 373.000. La production, en milliers d'HL, fut respectivement aux mêmes dates, de 44.172, 56.034, 40.564 et 49.226, c'est-à-dire très variable. La concurrence se fait sérieusement sentir. En 1927 avec une production de 49 millions d'hectolitres, il y a 40 millions d'hectolitres importés. A ce sujet il faut compter avec la production grandissante de l'Algérie. Il semble cependant que notre camarade exagère la capacité de concurrence de la Grèce. En 1927 la Grèce fournit 329.217 HL, sur un total de plus de 10 millions importés et une consommation totale de 60 millions. La franchise accordée à ses importations (avec une contre-partie pour certaines industries françaises en Grèce) est probablement un signe que sa concurrence n'est pas un danger immédiat.

En tout cas, notre camarade peut être certain que nous traiterons avec sérieux les questions agricoles dans les colonnes de *La Vérité*. Nous n'avons pas encore eu l'occasion de les aborder à fond, mais nous n'y manquerons pas, car nous n'oublions pas que nous luttons dans un pays où la population vit, pour 41,5 0/0 au dernier recensement, des travaux agricoles. — P. N.

Sous la botte

“Dictature du sabre et du revolver”

Un journaliste qui a longtemps vécu dans les divers pays qui composent ce qu'on appelle maintenant Yougoslavie vient de les visiter de nouveau. Mais il a dû attendre d'avoir franchi la frontière pour noter ses impressions qu'un journal anglais vient de publier et que nous résumons ici.

Le coup d'Etat du général Jivkovitch accompli le 6 janvier dernier, d'accord avec le roi, suspendit la constitution et tous les droits qu'elle conférait au peuple. Le Parlement fut dissous, une dictature instaurée, le pays tout entier fut mis au régime de l'état de siège.

Pendant ces huit mois, la Yougoslavie a été comme un cimetière. Le Parlement est mort, la presse est morte, les partis politiques ont été supprimés. Les militaires sont maîtres absolus de Maribor à Monastir. Et si nous posons la question : « La dictature a-t-elle résolu un seul des problèmes qui, disait-on, menaçaient l'existence même de l'Etat yougoslave et la rendaient nécessaire ? » la réponse est forcément négative.

La crise économique et financière a empiré. Ordres et contre-ordres sont donnés à profusion par le gouvernement et ses organes administratifs, d'où un gâchis complet. La corruption fleurit comme par le passé. Les relations avec les puissances étrangères — en particulier avec la Bulgarie — sont mauvaises. Quant à l'union sincère et réelle des Serbes et des Croates, question centrale, on en est plus éloigné que jamais.

Zagreb n'a jamais connu pareille amertume. Le roi qui y avait toujours été populaire et était regardé comme le symbole même de l'unité yougoslave ne pourrait pas, aujourd'hui, se montrer sans risques dans ses rues. Au mois de juin, une déclaration de loyauté envers le roi était soumise à une assemblée d'hommes de loi. L'un d'eux proposa une addition, priant le roi de rétablir la constitution. Il fut arrêté, transféré à Belgrade et condamné à six mois de prison.

Depuis janvier, environ trois mille personnes, principalement des ouvriers et des étudiants, ont été jetés en prison pour « crimes politiques ». Dans la dernière semaine de juillet, les condamnés de droit commun purgeant de courtes peines furent libérés pour faire de la place aux prisonniers politiques.

Dans les prisons, des « confessions » sont arrachées par les moyens les plus cruels. Beaucoup de prisonniers, incapables de supporter ces tortures plus longtemps, se sont suicidés.

Les deux communistes, Elchimovitch et Pavlovitch, après avoir subi les traitements les plus inhumains, furent transportés demortu à la frontière autrichienne et là, fusillés à bout portant sous prétexte qu'ils tentaient de s'enfuir ! Dans le village de Samobor, trois jeunes gens considérés comme communistes furent attaqués et tués chez eux, par des gendarmes qui racontèrent ensuite qu'il y avait eu combat, qu'ils avaient dû tirer sur un des communistes mais que les deux autres s'étaient suicidés.

C'est la dictature du sabre et du revolver. Elle pèse comme une chape de plomb sur tout le pays. En Macédoine, les choses sont encore pires qu'à Zagreb. Les minorités nationales sont privées de tout droit et partout on impose des fonctionnaires serbes.

Il y a dix ans, l'Etat yougoslave commençait sa nouvelle existence au milieu de l'enthousiasme des Serbes, des Croates et des Slovènes qui croyaient avoir atteint la liberté et l'unité. Le roi Alexandre déclarait qu'il voulait être le roi de citoyens libres et resterait toujours fidèle aux principes démocratiques.

La démocratie a été détruite, la liberté est morte, et si la dictature persiste, l'unité elle-même sera brisée.

Dans les bagnes de Mussolini

M. Francesco Fausto Nitti, neveu de l'ancien premier ministre, interné dans l'île de Lipari a réussi à s'échapper dans la nuit du 27 juillet, avec deux de ses compagnons et a pu gagner la France. Mussolini fait raconter par ses thuriféraires — qui ne manquent ni en Italie ni hors d'Italie — que la vie des déportés dans les îles est très supportable. Ils peuvent se promener ou travailler tout à leur aise et les îles elles-mêmes sont des lieux de séjour agréables et bien peuplés. M. Nitti est, on peut l'imaginer, d'un tout autre avis. Arrêté le 2 décembre 1926, comme chef prétendu d'une association antifasciste secrète, il connaît quelques-uns de ces séjours enchanteurs et a été témoin d'un certain nombre de faits qui montrent que les laudateurs de Mussolini ne reculent pas devant les plus impudents mensonges.

D'abord le système des otages. Quand Sergio di Modugno tira, à Paris, sur un agent du consulat italien, sa femme et son frère furent aussitôt arrêtés et déportés dans l'île de Lipari. Après l'évasion de M. Nitti, le frère d'un de ses compagnons, le Dr Nello Rosselli fut envoyé dans l'île d'Ustica. C'est une règle générale qui ne souffre pas d'exceptions.

Sur la nature des « crimes » qui entraînent la déportation, M. Nitti indique que le professeur Umberto Cosmo a été envoyé à Ustica en juin dernier parce qu'il avait recueilli des signatures sous une adresse approuvant le discours prononcé au Sénat, par Benedetto Croce, contre le traité de Latran.

Quant aux îles, voici ce qu'il en dit : « Ponza et Lipari sont relativement grandes et bien peuplées mais Lampedusa, Ustica, Pantelleria, Termiti, Favignana, sont les plus sinistres lieux du monde. »

Il n'est pas rare que les gardiens soient des brutes qui s'amuse à provoquer et torturer les déportés. M. Nitti rapporte à ce propos une scène dont il fut témoin lorsqu'il était à Lampedusa, où sévissait un certain lieutenant Veronica :

« L'épisode le plus dramatique se produisit le 14 janvier 1927, vers 9 heures du soir. Depuis 4 heures et demie nous étions enfermés dans la grande salle et avions dîné avec le peu de provisions que nous avions rapportées du village. Les uns parlaient, d'autres écrivaient à leurs parents ou essayaient de lire. Un groupe de déportés romains commençaient à chanter de vieilles chansons en dialecte romain quand, tout d'un coup, la porte s'ouvrit comme enfoncée, laissant passer le lieutenant Veronica, le commissaire, la milice fasciste et les carabinieri. Ceux-ci avaient tenu baïonnette au canon et les policiers tenaient en main leur revolver. « Haut les mains ! » cria Veronica. Il se jeta alors sur un des Romains, le frappa et l'abattit sur le plancher. Puis il choisit, au

hasard, vingt des déportés et leur ordonna de sortir. On leur mit les menottes dans l'ombre. Nous pensions qu'ils allaient être fusillés, et c'est seulement le lendemain matin que nous apprîmes que Veronica se préparait de les envoyer devant le tribunal fasciste spécial pour avoir chanté des « chants révolutionnaires. »

« Les vingt hommes avaient été conduits dans une cellule où Veronica, entouré de sa garde armée, les rejoignit. Il s'en prit de nouveau à celui qu'il avait frappé, Pietro Rossi, de Rome, et lui ordonna de crier : « Vive le roi ! » Rossi resta silencieux. Veronica tire son poignard, appuie la pointe sur la poitrine de Rossi et répète son ordre. Pas de réponse. Veronica pousse la lame dans la chair de Rossi, commande encore. Toujours en vain. La lame entre et sort de la chair humaine jusqu'à ce que Rossi, ensanglanté, s'évanouisse. Ses compagnons, frémissant d'horreur mais maintenus par la milice, assistent à cette abominable scène, tremblant de rage impuissante. Mais ce n'était pas assez. Quand Rossi fut à terre, un gros fasciste, sur l'ordre de Veronica, saute sur Rossi, le frappe, le soufflette, crache sur lui. Même un des policiers était écœuré. Il protesta mais fut vivement rabroué par Veronica. La cellule fut alors fermée et le blessé passa la nuit sur des planches, entouré de ses dix-neuf compagnons. »

A Lipari, M. Nitti trouva, entre autres, Luigi Galleani, vieil anarchiste individualiste qui passa une grande partie de sa vie en Amérique. Reentrant en Italie il fut arrêté et déporté pour nul autre crime que celui d'être anarchiste. Quelques jours après son arrivée dans l'île il fut accusé d'avoir parlé de Mussolini en termes peu flatteurs et condamné à six mois de prison. Quand Mussolini offrit la grâce à tous ceux qui étaient condamnés pour injures à sa sacrée personne, à condition qu'ils demandent pardon, Galleani, dignement, refusa, bien qu'il souffre du diabète et soit sérieusement malade. Il fit ainsi ses six mois de prison et il est toujours à Lipari, ayant été déporté pour 5 ans.

Stresemann

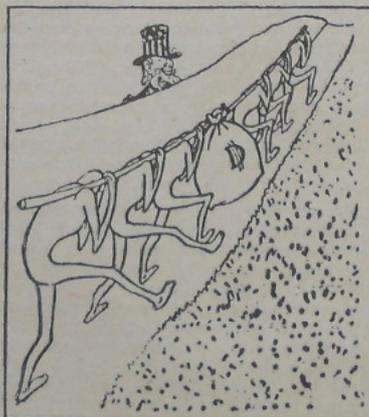
La notice nécrologique du ministre allemand pourrait tenir en ces quelques mots : « Il était le chef du Parti populiste, lequel représente les intérêts de l'industrie lourde d'Allemagne. »

Pendant la guerre, Stresemann, à la tête du parti bismarckien des nationaux-libéraux, fut un impérialiste enragé : guerre jusqu'au bout, annexions, etc.

Après Versailles, la guerre continua sous une autre forme. Les Français avaient pris le minerai de fer de Lorraine mais les magnats de la Ruhr gardaient le charbon. Leur parti s'adapta à la situation intérieure nouvelle et s'appela du nom de parti populiste.

La lutte atteignit son point culminant lors de l'occupation de la Ruhr. C'est à ce moment que Stresemann arriva au ministère. La résistance passive prit fin sur les bases d'un accord signé dans la coulisse sous la direction de la finance américaine, et qui devint, par la suite le plan Dawes.

Puis c'est Locarno, l'entrée à la Société des Nations, Thoiry. Stresemann devient un grand Européen. Il seconde les vues « généreuses » de Briand. Les deux ministres, d'une habileté exceptionnelle, chacun dans son genre, forment une équipe qui s'entend fort bien à liquider la guerre au mieux des intérêts des classes dirigeantes. Et quand il meurt, la grande presse de France et d'Allemagne pleure abondamment le « bon ouvrier de la paix ».



L'oncle Sam regarde les Etats-Unis d'Europe

LA VÉRITÉ
Hebdomadaire
de l'Opposition communiste
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris.
Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.
Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

Déclaration de Racovsky, Cassior et Okoudjava au Comité central et à la Commission centrale de contrôle

Depuis le quinzième congrès, où il a été décidé de nous exclure du Parti, il s'est produit des événements considérables qui ont provoqué un regroupement des forces dans le pays et à l'intérieur du Parti.

Les plus importants de ces événements sont : une offensive ouverte menée par une partie de la classe paysanne contre la dictature prolétarienne ; la formation dans le Parti d'un courant de droite qui se propose de faire des concessions aux koulaks et au commerce privé ; les décisions prises par la seizième conférence du Parti, concernant les mesures à prendre pour surmonter le danger capitaliste, en hâtant l'édification industrielle, le développement des entreprises collectives et soviétiques (*kolkhoz* et *sovkhoz*), la lutte contre le koulak et le danger de droite.

L'offensive du koulak

La nouvelle édification socialiste débute dans des circonstances difficiles. C'est en partie le résultat d'un certain retardement de l'édification qui a permis aux koulaks et aux nepmen de se mobiliser. L'édification commence en présence d'une décomposition très avancée de l'appareil de l'Etat, des syndicats et du Parti, en présence d'une dispersion sensible de la classe moyenne paysanne et, en partie, des paysans pauvres, — la classe ouvrière, d'autre part, n'étant pas suffisamment préparée, étant prise à l'improviste par la rationalisation, par l'augmentation constante du coût des objets de première nécessité et par leur insuffisance. Cette situation se complique d'une profonde dislocation idéologique dans le Parti, dont une portion, celle de la droite déclarée, considère avec défiance la nouvelle édification se faisant de son insuccès le triomphe des idées qu'elle formule, tandis qu'une autre portion, encore plus considérable, tout en prônant cette édification, l'empêche en fait.

Ces difficultés intérieures sont renforcées par la situation internationale qui nous est de moins en moins favorable.

Les nationalistes réactionnaires de la Chine se sont emparés, par une opération de bandits, du chemin de fer de la Chine orientale ; les provocations qui ont suivi nous montrent qu'il y a un réveil de la politique d'intervention de l'impérialisme international avec la collaboration active de la social-démocratie internationale, ouvertement devenue un parti petit-bourgeois, et qui entraîne encore à sa suite des millions d'ouvriers égarés.

Ce serait une illusion des plus nuisibles que de croire que ces difficultés seront surmontées à bref délai. Elles proviennent d'un antagonisme qui, fatalement, s'accroît et s'approfondit entre notre production socialiste et le capital international en décomposition, mais qui détient encore fortement le pouvoir politique ; ces difficultés ne seront écartées que par la victoire de la révolution socialiste internationale. Jusque'à ce moment-là, avec de brefs intervalles de trêve, l'antagonisme s'aggravera de plus en plus.

L'élimination du sérieux dissentiment qui existe entre les Etats capitalistes : celui qui touche à la question des réparations, contribuera à la création d'un front financier unique contre l'U.R.S.S., et l'on tentera de faire porter sur nous une partie des charges des réparations.

La réalisation du plan quinquennal

Toute nouvelle étape dans la réalisation du plan quinquennal, renouvellera, dans une certaine mesure, sur une échelle plus étendue, les difficultés économiques et politiques de l'étape précédente. La réalisation du plan quinquennal exigera la mobilisation d'immenses ressources financières, qui s'accroissent d'année en année, et dont une partie, comme par exemple les sommes assignées à la fondation d'entreprises économiques so-

viétiques, tant qu'elle ne donnera pas de revenus, constituera forcément, sous la forme la plus absolue, des subventions d'Etat.

La mobilisation de ressources aussi considérables exigera une tension extrême des forces productrices et de la solvabilité fiscale des masses ouvrières et paysannes, ou bien une tension excessive des émissions d'Etat, d'où résulterait un danger d'inflation et de renchérissement de la vie. L'acquisition d'un outillage étranger exigera le développement au maximum de l'exportation, souvent au détriment de la consommation intérieure, et le résultat en sera encore une augmentation du coût de la vie, ainsi qu'un abaissement réel des salaires. A côté de ces conséquences, partiellement inévitables dans les conditions où nous nous trouvons, quand il y a édification socialiste celle-ci provoquera et provoque déjà une furieuse résistance de toute la petite bourgeoisie et, en premier lieu des koulaks, qui, objectivement, s'appuient sur l'enceinte capitaliste international.

Le parti du prolétariat doit passer par une phase de cruelles luttes de classes.

La place des bolchéviks-léninistes en lutte pour surmonter les difficultés présentes et futures dans la voie de l'édification socialiste est prédéterminée par tout leur passé.

Nous estimons que la lutte pour la réalisation du plan quinquennal constitue, après la guerre civile, l'engagement le plus sérieux qui ait eu lieu entre le parti communiste, le prolétariat qui le suit, les paysans pauvres, d'une part, et le capitalisme qui relève la tête, d'autre part. De l'issue de cette lutte dépendra peut-être le sort des conquêtes de la Révolution d'Octobre. La réalisation des plans établis fortifiera considérablement les positions du prolétariat dans la lutte contre l'ennemi qui nous encercle du dehors et du dedans. L'échec de ces plans ouvrirait la voie à un courant de droite dont la politique appliquée dans toutes ses conséquences, amènerait la restauration du capitalisme et la chute de la dictature du prolétariat.

En même temps, nous estimons que le plan quinquennal est l'étape la plus importante dans le développement de la lutte de classes par le renforcement de la dictature prolétarienne, à condition toutefois que la réalisation de ce plan soit entourée de garanties, assurant la collaboration étroite du prolétariat et des paysans pauvres, sous la direction du parti communiste.

Le danger de droite dans le Parti

En même temps, avec la majorité du Parti nous reconnaissons que le danger de droite, à l'intérieur du Parti, est une menace immédiate pour l'édification socialiste. En outre, nous estimons que le courant de droite ne se trouve pas seulement dans les quelques centaines ou bien, tout au plus, dans les quelques milliers d'individus, qui ont défendu d'une façon suivie les idées de droite. Ce danger n'est pas seulement non plus dans les erreurs et les abus qui sont quotidiennement dénoncés dans les journaux à la rubrique : « Le danger de droite dans la pratique », erreurs et abus commis par des membres du Parti qui se considèrent, subjectivement, comme partisans du Comité central, et qui votent toutes ses résolutions, même celles qui sont dirigées contre la droite.

Le danger de droite qui s'est subitement manifesté avec tant de violence dans le Parti a des causes plus profondes et un passé plus lointain. Les racines idéologiques du danger de droite dans le Parti sont dissimulées sous de fausses théories, comme, par exemple, celle d'une transformation automatique de la petite économie paysanne privée en une économie socialiste (« le koulak rentrant dans le socialisme »), celle du développement ininterrompu et sans conflit de l'économie socialiste, comme aussi la théorie de ceux qui veulent ignorer la différenciation des classes dans nos campagnes (« le village

se réduirait à une classe moyenne »), toutes théories qui se sont répandues dans le Parti par suite de l'influence prolongée de la droite. La base sociale du danger de droite dans le Parti est constituée par les éléments petits-bourgeois qui ont apporté une idéologie hostile au prolétariat, et par une certaine couche bureaucratifiée de communistes qui ont perdu toute préoccupation idéologique et pour lesquels la carte du Parti est un moyen d'assurer leur bien-être personnel et leur carrière. Ces éléments ont été et sont les conducteurs de l'influence sur le Parti des éléments petits-bourgeois qui l'encercent.

La lutte contre le danger de droite dans le Parti ne peut être effective qu'à condition qu'il y ait une épuration visant ces éléments, opposant le léninisme aux fausses théories de la droite.

La situation de la classe ouvrière

Les procédés d'organisation actuellement employés dans la lutte contre le danger de droite n'atteignent pas leur but. Ils empêchent même la manifestation de ce danger et s'opposent à l'établissement d'une ligne de démarcation dans le parti entre les véritables partisans du plan quinquennal et ses adversaires déclarés ou dissimulés.

L'entraînement des masses prolétariennes et de l'ensemble des travailleurs dans la lutte pour la réalisation du plan quinquennal d'industrialisation ne peut être réel que sous condition d'une incessante amélioration de leur condition matérielle.

La rapidité du relèvement du niveau d'existence de la classe ouvrière prévue par le plan quinquennal est théorique. La rapidité du relèvement des salaires, telle qu'elle avait été prévue dans le plan a été annulée dès la première année de réalisation par la montée des prix des objets de première nécessité et par l'augmentation des impositions officielles, ainsi que des contributions volontaires, directes et indirectes qui pèsent toutes sur la classe ouvrière.

Avec le Parti, nous reconnaissons la nécessité de lutter pour relever la discipline du travail, pour combattre un certain état d'esprit corporatif et trade-unionniste qui se manifeste parmi les ouvriers ; nous reconnaissons aussi la nécessité de mettre rigoureusement un terme aux tentatives des éléments hostiles à la dictature prolétarienne, qui essaient de tirer parti du mécontentement des ouvriers pour servir leurs fins contre-révolutionnaires.

En même temps, nous estimons que les procédés bureaucratiques de rationalisation de la production dans lesquels il n'est tenu compte ni des forces physiques, ni de la valeur professionnelle des ouvriers, ni de l'état de l'outillage de nos fabriques et de nos usines, procédés appliqués par des directions d'usines qui n'ont que trop administré et qui reprennent, pour relever la discipline du travail, des méthodes anciennes rejetées par la Révolution d'Octobre, tendent à détacher la classe ouvrière du Parti et du pouvoir soviétique et menacent de conduire à un échec l'édification socialiste elle-même.

Socialisation de l'agriculture

Avec la majorité du parti, nous reconnaissons que l'édification socialiste, par les moyens des entreprises collectives et soviétiques (*kolkhoz* et *sovkhoz*) peut effectivement permettre de surmonter le capitalisme agraire et d'introduire profondément dans la vie des campagnes une forme socialiste de production. Avec le Parti, nous reconnaissons également que, tout en s'en tenant rigoureusement à la formule de Lénine, — qui était de s'appuyer sur les paysans pauvres et de consolider l'alliance avec les paysans de condition moyenne, lesquels dans notre pays d'agriculture resteront longtemps encore un facteur économique et politique d'importance, — formule qui voulait aussi qu'on aidât

le paysan moyen à pousser son économie à un niveau technique plus élevé, — nous reconnaissons, disons-nous, qu'à cet égard, notre tâche principale et essentielle doit être d'amener le paysan, peu à peu, mais avec persévérance, à l'édification collective, la seule qui constitue une base solide pour l'affermissement de l'économie socialiste, pour la suppression des classes et l'élimination des contradictions qui existent entre la ville et la campagne.

En même temps, nous estimons que le nouveau plan d'édification au moyen des entreprises collectives ne remplira sa tâche socialiste qu'à condition de remédier aux erreurs du passé, car trop souvent les économies collectives ont servi aux paysans pauvres à devenir des paysans de condition moyenne, et aux paysans moyens de devenir des koulaks, avec l'aide des subventions gouvernementales.

Nous estimons que si l'on admet les koulaks dans les entreprises collectives, on y introduit un élément de décomposition et on tente ainsi d'appliquer la fausse théorie d'une évolution du koulak vers le socialisme.

Le koulak essaie de nouveau, comme il l'a fait pendant la guerre civile, de renverser la dictature prolétarienne, mais, cette fois-ci, les circonstances lui sont plus favorables.

La catégorie des koulaks constitue une couche rurale, peu nombreuse, mais très dense, enrichie d'une certaine expérience politique et disposant d'une quantité considérable des excédents de céréales négociables et des moyens de production, circonstances qui lui assurent de l'influence sur une certaine partie des paysans de condition moyenne et même pauvres. La catégorie des koulaks fait un calcul qu'elle n'aurait pu faire pendant la guerre civile ; elle compte maintenant non seulement sur certaines parties de l'appareil soviétique qu'elle a eu le temps de corrompre et de se soumettre, mais sur le courant de droite dans le Parti qui a des représentants jusque dans le Comité central.

Les unions de paysans pauvres

Nous estimons que le problème posé à la seizième conférence d'une lutte contre l'enrichissement des koulaks ne peut être effectivement résolu que par l'organisation des unions locales de paysans pauvres, qui seules seront en état de mobiliser pour la défense de l'économie socialiste les larges masses des campagnes, qui seules créeront une base politique pour le paysan de condition moyenne, désemparé, qui enfin, garantiront une juste ligne dans l'édification des entreprises collectives et empêcheront les koulaks de se livrer de nouveau au stockage des blés.

Certains craignent que les unions locales de paysans pauvres ne rejettent les paysans moyens dans le clan des koulaks. Or, bien au contraire, l'existence d'organisations de paysans pauvres soustraira le paysan de condition moyenne à la tutelle politique des koulaks.

Certains craignent aussi que ces unions ne deviennent, en leur genre, quelque chose comme des associations de ruraux socialistes-révolutionnaires : cette appréhension est basée sur un malentendu, dans la mesure où les socialistes-révolutionnaires, ceux de droite comme ceux de gauche, ont réclamé l'organisation de toute la classe paysanne et non pas seulement des paysans pauvres ; en outre, cet argument a été réfuté par l'expérience ukrainienne.

Pour créer une solide base politique dans les campagnes, la politique du Parti prendra, dans la lutte contre le capitalisme agraire, un caractère méthodique et stable ; elle évitera d'admettre des fluctuations, d'une mesure administrative à l'autre, d'une extrémité à l'autre, avec toutes les conséquences négatives et tous les reculs que cela comporte, mesures qui proviennent du désir subjectif d'aider le paysan de condition moyenne et qui, en fait, fortifient le koulak. C'est ainsi, par exemple que, d'après la loi récente sur l'imposition de la production, une bonne partie des entreprises de paysans riches échappent à la capitation, alors que, sans aucun doute, depuis deux ans, avec les prix élevés qui sont établis sur le marché

libre en ce qui concerne les produits agricoles, le revenu du paysan riche, du propriétaire privé compte pour beaucoup plus dans l'ensemble des revenus publics.

Avec le Parti, nous reconnaissons qu'une lutte décisive et implacable contre la bureaucratie qui s'est fortement développée et contre ses méthodes d'administration est une tâche très importante et de toute urgence.

L'entretien d'un immense appareil gouvernemental et syndical, ainsi que de l'appareil du Parti pèse lourdement sur toutes les masses ouvrières, aux dépens des ressources qui couvrent toutes les dépenses de l'Etat. Une rigoureuse réduction de tous les appareils et, dans ce nombre, de l'appareil du Parti, est expressément dictée par des considérations tant financières que politiques de la première importance. Les ressources financières limitées de notre pays, qui est très en retard au point de vue culturel comme sous le rapport social, exigent impérieusement qu'on mette fin à toutes les dépenses inutiles.

Un parti révolutionnaire doit tenir compte de l'expérience des révolutions européennes, en particulier de la Révolution française au cours de laquelle un des moyens qui furent employés pour discréditer les gouvernements révolutionnaires, moyen démagogique, mais des plus populaires et effectifs, fut de les accuser d'être des fauteurs de vie chère. Mais le bureaucratisme constitue encore un plus grand danger ; c'est véritablement une calamité nationale, qui a été authentiquement illustrée, depuis plus d'un an, dans les révolutions que notre presse a faites, d'affaires scandaleuses et d'abus de toutes sortes. Avec le Parti, nous estimons que, pour une lutte effective contre le bureaucratisme, il faut l'active collaboration de millions d'ouvriers et de travailleurs, participant au contrôle à exercer sur les actes des organes de l'Etat et des organisations sociales, notamment sur les organisations du Parti.

A cette condition seulement, on pourra éliminer l'esprit de rapine, la mauvaise administration, tout ce qui fait monter au double et au triple le coût de l'édification ; on éliminera l'irresponsabilité, les extravagances et l'arbitraire de l'appareil, dont la contre-partie sont : l'hébétéude, l'humiliation, l'assujettissement dans lequel vivent les masses laborieuses.

Contre la bureaucratie

Le danger de la bureaucratie, qui s'est élevée à outrance, est en ceci que peu à peu elle écarte les masses laborieuses de la direction effective de l'Etat, des Syndicats et du Parti.

Lénine, déjà, faisait observer qu'il n'y a pas de contrôle réel des masses sur l'appareil, si elles ne participent pas réellement et directement au gouvernement du pays.

C'est pourquoi nous estimons que, seul, un appareil reposant sur la **CONFIANCE** des masses, un appareil basé sur l'éligibilité, sur l'amovibilité et sur le respect de la **légalité révolutionnaire**, peut correspondre aux intérêts des masses laborieuses et aux exigences de la dictature prolétarienne.

Dans l'encerclement capitaliste, la dictature prolétarienne se réalise par le parti communiste, avec le concours des syndicats. De toute nécessité, le Parti et sa direction détiendront longtemps encore une considérable partie de l'autorité et, à titre de pouvoir électif et de pouvoir amovible, ils devront se trouver sous le **contrôle serré et la libre critique de tout le Parti. LA DEMOCRATIE DANS LE PARTI**, prévue par le programme et les statuts, décision prise par les congrès et assemblées plénières, et, en particulier par la résolution de décembre 1923, la démocratie dans le Parti, basée sur l'action du Parti et de la classe ouvrière, **doit être réalisée intégralement.**

Adoptant la nouvelle ligne de l'Internationale Communiste dans la lutte contre le danger de droite, reconnaissant que sa tâche essentielle est de lutter contre la social-démocratie, et que, dans cette lutte, il faut s'appuyer sur toute la classe ouvrière et également sur la portion de ladite classe qui n'est pas organisée, nous estimons en même temps que la direction de l'Internationale Communiste n'est pas sortie de la période des fluctuations idéologiques.

Nous estimons également que les méthodes bureaucratiques en vigueur le plus souvent dans la direction de l'Internationale Communiste éloignent les masses ouvrières des partis communistes, et s'opposent en même temps à une démarcation effective qui est à faire entre le communisme révolutionnaire et l'opportunisme. En général, le procédé officiel, adopté pour déterminer les déviations, conduit inévitablement à des erreurs et rejette hors des rangs de l'Internationale Communiste, en même temps que des hommes qui sont indiscutablement de la droite, des communistes révolutionnaires ; et, en même temps, nombreux sont les éléments opportunistes qui en profitent pour se cacher.

Solidarité internationale nécessaire

Nous estimons que la base de la solidarité internationale de la classe ouvrière se trouve dans un des principes du mouvement révolutionnaire prolétarien, qui ont été formulés par les fondateurs du socialisme scientifique, principe qui a toujours été défendu par Lénine, et ce principe, le voici : **une organisation achevée de la production socialiste n'est possible qu'à l'échelle internationale.** Nous estimons également que la théorie selon laquelle une coexistence durable des formes socialistes et capitalistes de production serait possible, se trouve en directe contradiction avec le marxisme et le léninisme.

Des deux propositions précédentes, il découle que, **seule, une victoire de la révolution socialiste dans plusieurs des grands pays capitalistes constituera une situation favorable pour l'entière stabilité du régime socialiste dans notre pays.**

Toutes affirmations contraires, contribuant à détacher le prolétariat russe du mouvement ouvrier révolutionnaire mondial, créent des illusions très nocives, mènent à **sous-estimer les immenses difficultés** qui sont à prévoir dans la voie de l'édification socialiste et laissent par là même le Parti et le prolétariat non préparés à les surmonter.

Nous avons exposé dans la présente déclaration toutes les questions importantes sur lesquelles l'appréciation de l'opposition concorde avec celle de la majorité du Parti, sans dissimuler au Parti et à sa direction les dissentiments qui subsistent.

Le premier devoir d'un bolchévik est de soutenir entièrement et sans condition le Parti et le Comité central dans l'application des plans d'édification socialiste, en participant directement à cette édification et en aidant les organes du Parti à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent sur leur chemin.

La marche même de la lutte de classes, son aggravation, la formation dans le Parti d'un courant de droite comportant des dangers pour la révolution prolétarienne, ont partiellement supprimé les barrières qui séparaient du Parti l'opposition des bolchéviks-léninistes.

Ces nouvelles circonstances doivent amener un allègement dans les rapports qui se sont créés entre l'opposition léniniste et la direction du Parti, rapports pénibles qui ont été le résultat de notre action à nous dans la période où la politique de la nouvelle édification socialiste était seulement en formation, et aussi, en résultat de la répression exercée par la direction contre l'opposition.

Cette aggravation a été encore plus sensible lorsque L. D. Trotsky a été expulsé de l'Union des Républiques soviétiques ; c'est là un fait que nous considérons comme la plus grande erreur politique de la direction du Parti.

Il faut rappeler Trotsky

Déclarant que, pour notre part, nous nous efforcerons de supprimer ce qu'il y a de pénible dans nos rapports avec la direction du Parti, nous faisons appel au Comité central, à la Commission centrale de Contrôle et à tout le Parti, leur demandant de nous faciliter la rentrée dans le Parti, en relaxant les bolchéviks-léninistes, en annulant l'application de l'article 58 de la loi aux déportés et en rappelant d'exil L. D. Trotsky.

Nous estimons que les dissentiments qui subsistent entre nous, dont la justesse sera vérifiée par les faits, non seulement rentrent entièrement dans les cadres du programme et les statuts du Parti, mais sont une réponse aux questions qui se posent dans le développement même de l'édification socialiste.

Ces dissentiments ne peuvent être une justification pour nous laisser en dehors du Parti.

Nous estimons que l'existence de fractions entre communistes, qu'ils soient à l'intérieur du Parti ou en dehors de ses limites légales, est également nocive.

Elle menace le Parti de scission, détruit son autorité aux yeux des masses laborieuses et ébranle les bases de la dictature prolétarienne.

Dans notre désir d'éliminer les motifs généraux qui concourent à la formation des fractions, motifs qui sont exposés dans la résolution du Comité central de décembre 1923, nous déclarons que nous sommes entièrement disposés à renoncer aux méthodes fractionnelles de lutte et à nous soumettre entièrement aux statuts et à la discipline du parti qui garantissent à chaque membre du

parti le droit de défendre ses opinions communistes.

Notre réintégration dans les droits de membres du Parti est exigée, selon nous, non seulement par des considérations pratiques d'utilisation des forces de milliers de communistes dévoués, partisans résolus de l'édification socialiste, mais par les intérêts politiques les plus certains du Parti et de la classe ouvrière.

L'unification de tous les communistes se tenant sur le terrain du léninisme révolutionnaire, étroitement unis par une même volonté et une commune foi dans le succès de l'édification socialiste, dans la victoire à remporter sur le danger capitaliste, suscitera, dans les rangs du Parti et de la classe ouvrière, un nouvel afflux d'énergie révolutionnaire.

En vous envoyant cette déclaration, nous sommes persuadés qu'elle sera accueillie avec sympathie et soutenue par l'écrasante majorité de la masse du Parti et de la classe ouvrière.

**Racovsky, Cassior,
Okoudjava.**

Saratov, 22 août 1929

Lettre ouverte aux bolchéviks = léninistes qui ont signé la déclaration de Racovsky

Chers camarades,

J'ai reçu à Constantinople, le 22 septembre, votre *Déclaration* du 22 août.

Bien que je n'aie pas participé à l'élaboration de ce document et que je ne puisse par conséquent être responsable de tout ce qui s'y trouve formulé, j'y joins ma signature, étant donné que dans l'essentiel cette déclaration est dans la ligne politique des bolchéviks-léninistes (opposition).

Nous avons toujours cherché à assurer à la masse des membres du parti la possibilité de vérifier et de surmonter les profonds désaccords qui ont surgi et se sont développés depuis 1923 dans les cadres d'un parti unique. Nous estimions qu'en présence d'un régime démocratique assez souple dans le parti et du sentiment de responsabilité révolutionnaire des éléments dirigeants de tous les courants du parti, on pouvait assurer la vérification de fait et le redressement de la ligne politique du parti sans aboutir à ces secousses qui ébranlent de plus en plus la dictature du prolétariat. C'est cette considération qui nous a dicté nos déclarations d'octobre 1926, de juillet 1927, au 15e congrès du parti et, enfin, au 6e congrès de l'Internationale communiste. Chacune de ces déclarations confirmait notre inébranlable fidélité aux idées théoriques et politiques qui constituent la plate-forme des bolchéviks-léninistes (opposition), et, en même temps, manifestait notre entière disposition à subordonner la lutte que nous menions pour ces idées aux normes des statuts et à la discipline d'un parti qui s'appuierait sur la démocratie prolétarienne.

Comme il est dit ci-dessus, nous avons fait ces déclarations dans une période où les courants du centre et de la droite de notre parti constituaient encore un bloc indivisible, lequel déclara que la plate-forme des bolchéviks-léninistes (opposition) fait un document dirigé contre le parti.

Il est inutile de démontrer ici que tous les principaux arguments qui ont été formulés par la direction officielle contre notre plate-forme, si on les prend dans leur ensemble, constituent la plate-forme de l'aile droite actuelle. Je ne m'arrêterai pas non plus à dire ici dans quelle mesure le régime du parti est caractérisé par ce fait que la scission intervenue dans la direction et son brusque changement de cours, ont eu lieu entre deux congrès du parti et au lendemain du congrès de l'I.C. et dans quelle mesure cette circonstance, qui

compromet la stabilité et le caractère traditionnel de la politique du parti, est lourde de conséquences périlleuses. Votre déclaration le dit en termes très mesurés mais nullement équivoques.

Le fait d'une conversion de la direction officielle vers la gauche est patent. Depuis 1926, nous avons plus d'une fois prédit que cette conversion serait inévitable sous les coups de la lutte de classes qui ont détruit sans peine les cadres de la politique centre-droite. Il est également inutile de démontrer ici ce fait incontestable que, si la lutte contre notre plate-forme a été menée avec les arguments du groupe de droite actuel, la lutte officielle contre ce dernier est menée avec des arguments qui sont totalement empruntés à notre plate-forme. Donc, renoncer à cette plate-forme dans de telles conditions, ce ne serait pas seulement agir avec une malhonnêteté évidente à l'égard des obligations idéologiques que nous imposent la théorie du marxisme et l'école révolutionnaire de Lénine ; ce serait en outre jeter plus de confusion dans la conscience du parti qui est déjà bien assez troublé et désorienté.

Mais il est absolument clair que si, même dans la période où le bloc de la droite et du centre était indivisible et où les idées de droite dominaient en fait sur toute la ligne, nous avons estimé possible et obligatoire pour nous de maintenir nos positions dans les cadres du parti unique, nous pourrions avec d'autant plus d'assurance et de persévérance prendre actuellement sur nous la même obligation, lorsque les problèmes que nous avons posés comme des prévisions politiques sont ouvertement et impérieusement formulés dans le cours même de la lutte de classes et ont déjà provoqué des regroupements si considérables dans le parti. Au fort de la répression et de la persécution, nous déclarons que notre fidélité au parti de Lénine et à la Révolution d'Octobre restait inébranlable.

Un marxiste devrait renoncer à signer votre *déclaration* dans le cas seulement où il conclurait que Thermidor est un fait accompli, que le parti n'est plus qu'un cadavre et que le chemin de la dictature du prolétariat doit être tracé à travers une nouvelle révolution. Bien que l'on nous ait attribué cette opinion des dizaines de fois, nous n'avons rien de commun avec elle. Voilà pourquoi la *Déclaration* du 22 août est une étape naturelle sur la voie politique de l'opposition.

Si, cependant, la rupture formelle du centre avec la droite, la conversion de la direction offi-

cielle vers la gauche et une large utilisation des idées et des mots d'ordre de notre plate-forme dans la lutte contre la droite, devraient, d'un point de vue purement théorique, faciliter extrêmement la reconstitution de l'unité du parti sur les bases léninistes, les circonstances réelles ne nous donnent malheureusement aucun motif d'adopter des conclusions optimistes pour le plus prochain avenir. Ce fait que de nombreux mots d'ordre, idées et formules de notre plate-forme sont entrés maintenant, officiellement, dans le domaine du parti, n'empêche nullement que les auteurs et les défenseurs de ladite plate-forme soient en prison et en exil. Si la conversion actuelle de la direction supprimait les désaccords essentiels, ce serait aussi clair pour la direction que pour nous autres. Dans ce cas, la répression exercée contre l'opposition serait absolument inexplicable, à moins de la qualifier tout simplement de pur banditisme bureaucratique. Mais nous sommes restés et restons loin d'une pareille appréciation. La direction maintient et renforce même la répression parce que la coïncidence de nombreuses mesures pratiques, extrêmement importantes, qu'elle a prises dans sa politique actuelle et, d'autre part, des mots d'ordre et des formules de notre plate-forme, ne supprime pas pour elle la dissimilitude des principes théoriques d'où partent la direction et l'opposition quand elles examinent les problèmes du jour. Autrement dit, la direction, même après s'être assimilée officiellement un bon nombre des déductions de notre tactique, maintient toujours les principes stratégiques d'où est sortie la tactique centre-droite d'hier. De là, l'inquiétude et la méfiance des deux parties concernant le lendemain.

Vous estimez possible de vous engager à vous soumettre à la discipline du parti, ne doutant pas que notre critique théorique aidera les faits à liquider les mauvais principes stratégiques, de même qu'elle a déjà aidé à liquider un bon nombre de déductions tactiques qui n'étaient pas justes. Mais c'est précisément pour cela que la direction s'oppose, en redoublant d'efforts, à la réintégration de l'opposition dans le parti.

Vous avez parfaitement raison d'indiquer que le plan quinquennal de l'édification socialiste peut devenir une étape très importante dans le développement de la Révolution d'Octobre. En termes mesurés, mais non équivoques, vous indiquez les conditions qu'il y faudrait, mais qui n'existent pas encore. Rejetant, plus loin, la théorie du socialisme dans un seul pays, vous reconnaissez en fait que, même dans le cas où les conditions intérieures indispensables existeraient et où le plan quinquennal serait effectivement réalisé, le problème essentiel de la Révolution d'Octobre, la transformation de la bourgeoisie en société socialiste, ne peut en aucun cas être résolu jusqu'au bout sans un développement parallèle de la révolution internationale, sans qu'intervienne des victoires de cette révolution dans les pays capitalistes avancés.

Ceci suppose que l'Internationale Communiste aura suivi une juste ligne. Or, il faut le dire nettement : malgré une conversion brusque, la direction de l'Internationale Communiste ne s'écarte actuellement probablement pas moins de la ligne léniniste qu'elle ne s'en est écartée lorsqu'elle s'orientait sur le Kuomintang et le Comité anglo-russe. Vous écrivez justement que la direction de l'Internationale Communiste « n'est pas sortie de la période des fluctuations idéologiques ». A cela il faut ajouter que la combinaison d'une tactique d'ultra-gauche avec les principes de la droite continue à avoir de fatals résultats dans la politique quotidienne des principales sections de l'Internationale Communiste, par suite de quoi, sous tout le bruit que l'on fait dans les articles et les discours concernant « la troisième période » et « un nouvel essor », il se produit en fait un nouvel affaiblissement de l'Internationale Communiste dans son organisation comme dans sa politique. Ce processus n'a pas encore cessé, dans aucun pays, et c'est là le grand danger qui menace tant la Révolution d'Octobre que la classe ouvrière mondiale.

Vous avez publié votre *Déclaration* à un moment où la situation intérieure et internationale de la République soviétique s'est extrêmement compliquée. De grands dangers sont à prévoir. Ils peuvent, en des conditions déterminées, surgir beaucoup plus vite que certains

ne s'y attendent. Pour la Révolution d'Octobre, sous le drapeau de Lénine, les oppositionnels combattent en tout cas et dans toutes les circonstances. C'est là un devoir supérieur aux normes d'organisation et aux cadres formés du parti. Dans votre *Déclaration* vous dites seulement que les intérêts de la révolution exigent que l'opposition ait la possibilité de remplir son devoir par des moyens normaux dans les cadres du parti. Je m'associe entièrement à cette idée et j'espère avec vous qu'indépendamment du sort qui sera pratiquement réservé à votre *Déclaration*, « elle sera accueillie avec sympathie et soutenue par l'écrasante majorité de la masse du parti et de la classe ouvrière ». Salutations communistes.

L. Trotsky.

Constantinople, 25 septembre 1929.

RAPPORTS ANGLO-SOVIETIQUES

Zigzag britannique

Les stalinien français ont été bien discrets au sujet du rétablissement des relations diplomatiques entre l'Union soviétique et l'Angleterre. L'événement ne manque cependant pas d'intérêt. Seulement, il les gêne. Il y a deux ans, lors de la rupture, ils ont annoncé la guerre, la formation d'un bloc européen antisoviétique sous la direction de l'Angleterre. La guerre n'est pas venue ; il n'y a pas eu de bloc européen ; il y aura demain un nouvel ambassadeur soviétique à Londres et un nouvel ambassadeur britannique à Moscou. Une fois de plus le simplisme stalinien se trouve en piteuse posture devant les faits.

On sait bien qu'il existe toujours au sein de la bourgeoisie de tous les pays un antisoviétisme latent et que la rupture des relations diplomatiques signifie habituellement le déclenchement de la guerre.

Mais, dans le cas présent, il était clair que la rupture de mai 1927 était avant tout, de la part de l'Angleterre, une opération de politique intérieure. Le gouvernement conservateur, pressé par ses *die-hards*, et qui n'avait pas grande réalisation à offrir à ses partisans, se résigna à faire « preuve d'énergie », en rompant avec l'Union soviétique. Quant à entraîner l'Europe derrière elle, c'était une autre affaire et on savait bien aussi que, dans l'état présent, jamais l'Allemagne ne consentirait à s'embarquer sur cette galère. Elle n'est pas disposée à abandonner une position privilégiée qui lui permet de jouer sur deux tableaux, pour les beaux yeux de sir Austen Chamberlain.

Quel intérêt pouvons-nous avoir à bloquer des adversaires que leurs antagonistes opposent les uns aux autres ? Notre tactique consiste, tout au contraire, à savoir tirer profit de leurs rivalités.

J'ai reçu la lettre suivante :

La formation d'une nouvelle minorité dans la C.G.T.U. est, ainsi que vous l'avez écrit, un fait important. Où cela mènera-t-il ? Voilà la question qu'il faut poser. La minorité peut sauver la C.G.T.U. Elle peut aussi se perdre elle-même. Vous avez senti le danger. Pourquoi ne pas le dire plus nettement, même plus brutalement. Je ne pense pas qu'entre communistes on doive recourir à un langage plus ou moins diplomatique de peur de paraître brutal. L'autonomie syndicale, ou l'autonomie du syndicalisme — comme on voudra — cela n'a, à la longue, qu'une seule signification : c'est l'anticommunisme. On est d'abord contre le parti seulement et on arrive à être contre le communisme.

Je me hâte de dire que ce n'est pas ce que veut la nouvelle minorité. Mais le fait qu'elle se donne l'autonomie syndicale pour tout programme — je n'ai rien vu d'autre jusqu'à présent — l'engage sur un chemin connu, que d'autres ont déjà suivi, et qui n'a qu'un terminus.

Pour les camarades qui ont pris la direction de cette minorité comme pour les syndiqués qui leur donnent leur confiance, deux choses sont nécessaires : un examen sérieux de la situation et, sur cette base, l'élaboration d'un juste programme d'action. Ce résultat ne peut être atteint qu'à condition de savoir exactement ce qu'on veut.

La minorité a déjà commis une lourde faute en refusant d'envoyer ses représentants à la Commission exécutive. Elle s'est privée d'un bon point d'appui pour son action future et elle a donné aux majoritaires un argument contre elle.

Or tout faux pas fait maintenant, au départ, aura fatalement de graves conséquences. Il faut le dire.

J'insère volontiers cette lettre. Mais il me semble que nous avons dit et répété, depuis le peu de temps que nous existons, ce que mon correspondant me demande de dire. Peut-être l'aurait-il fait, lui, sous une autre forme. Mais la forme n'est pas ici ce qui importe le plus. Et s'il est certain que l'autonomie du syndicalisme est une formule usée, il en est d'autres qui, si elles ne sont pas usées, ont été bien compromises par les présents dirigeants de l'Internationale communiste et de ses sections. Ce n'est pas une raison pour suivre le courant mais il y a des états d'esprit dont il faut tenir compte.

Il y avait pour la minorité un premier danger : c'était qu'elle se laissât pousser hors de la C.G.T.U. ou que, par lassitude, elle s'y mit elle-même. Contre ce danger, nous l'avons mise en garde dès notre premier numéro. Aujourd'hui, il n'est plus « imminent » mais on aurait certainement tort de croire qu'il est définitivement écarté, et la minorité aurait grand tort de le perdre de vue.

Nous avons dénoncé la comédie qu'on s'appropriait à jouer avec les inorganisés. Sur ce point, les dirigeants confédéraux ont dû battre en retraite — preuve qu'on peut quelque chose contre eux.

Pendant le congrès même, nous avons indiqué une ligne de conduite qui, selon nous, devait être celle de tous les unitaires communistes : « Ni contre la C.G.T.U., ni contre le Parti communiste, mais contre une mauvaise direction de la C.G.T.U. et du Parti communiste. » Nous pensons toujours que c'est sur cette base que doivent se rassembler tous les communistes de la C.G.T.U., ceux qui sont dans le parti et ceux qui sont hors du parti. Par là ils feront preuve de continuité de pensée et d'action et constitueront un centre d'attraction pour tous ceux qui sont mécontents et inquiets mais qui hésitent encore à joindre la minorité. Si, au contraire, les minoritaires donnent l'impression qu'ils ne sont pas seulement contre la mauvaise direction du parti mais contre le parti lui-même, ils éloigneront d'eux tous les éléments sains du communisme, tous les syndiqués unitaires hostiles à la « stratégie » burlesque de la direction confédérale et ils ne pourront plus atteindre le but qui est actuellement le leur : ramener la C.G.T.U. et le Parti communiste dans la bonne voie.

Maintenant, la minorité s'organise en vue

Une formule usée : L'autonomie du syndicalisme

de son action future, ce qui est tout à fait légitime et nécessaire. C'est à chaque syndiqué communiste qu'incombe la tâche de défendre la conception que nous avons exposée et de s'efforcer de la faire triompher au sein de la minorité.

Pour nous, nous ne manquerons pas de dire là-dessus notre mot, ainsi que nous l'avons déjà fait. Nous continuerons de signaler les écueils, nous rappellerons les précédents, notamment celui des C.S.R. qui avaient bien commencé et qui ont fort mal fini ; nous mettrons en garde contre de chimériques résurrections.

D'un autre côté, Monatte me reproche, dans la *Révolution prolétarienne* du 1er octobre, d'avoir qualifié l'autonomie syndicale de « formule usée », et de mal comprendre la situation présente.

Mais peut-on nier que « autonomie syndicale », « autonomie du syndicalisme », cela ait déjà beaucoup servi ? Encore si on avait toujours donné à ces formules la même signification, si elles avaient par elles-mêmes un sens clair et précis, on pourrait dire : « Bon, elles ont beaucoup servi, c'est entendu. Mais elles sont toujours excellentes et elles peuvent encore servir. » La vérité, c'est qu'on a toujours mis dans ces mots tout ce qu'on voulait y mettre. Monatte peut-il oublier que les syndicalistes purs s'en sont servis contre lui ? Peut-il oublier qu'on s'en est servi pour toutes sortes d'opérations qui n'étaient pas très propres ? Quand Frossard était en difficultés avec l'Internationale communiste et voyait ses petites combinaisons déjouées, il courait à la C.G.T.U. et mobilisait Mommousseau et l'autonomie syndicale contre « Moscou » et l'emprise du parti. Et quand il eut dû quitter le parti, il s'empressa, à la première occasion, de proclamer « le syndicalisme en danger ».

En ai-je entendu des discours et des discussions sur « l'indépendance du syndicalisme » ? Celles qui vont s'engager maintenant montrent que nous tournons en rond au lieu d'avancer. Pour moi, elles me ramènent, en particulier, au Congrès constitutif de la C.G.T.U., à Saint-Etienne, en 1922. Ce fut, à peu près, l'unique thème du congrès. Ceux qui paraissaient en être les défenseurs les plus farouches, c'étaient les dirigeants confédéraux d'alors qui dénonçaient féroce l'emprise du parti — pourtant guère visible et en fait inexistante — mais acceptaient fort bien l'emprise des anarchistes et même celle de Besnard et de son syndicalisme pur.

L'« autonomie syndicale » ne résout rien. Elle laisse intactes toutes les questions posées et qui exigent une réponse.

Avant la guerre, quand la charte d'Amiens était la loi reconnue, est-ce que la C.G.T. pouvait ignorer qu'il existait un parti socialiste ? En tout cas celui-ci n'ignorait pas la C.G.T. Il ne la combattait pas ouvertement parce qu'il n'osait pas s'y froter, mais il le faisait hypocritement et ne manquait pas de tirer profit de ses fautes.

Il y avait mieux encore. Il y avait Hervé et la *Guerre Sociale* qui, cependant, dans le domaine des doctrines générales, ne représentaient pas grand-chose. Ils n'en étaient pas moins fort gênants et ils ne se privaient pas d'entreprendre sur l'autonomie syndicale. Ils ne commettaient pas moins de sottises que les dirigeants actuels du parti communiste. Eux aussi lançaient les ouvriers dans les traquenards policiers et ce sont eux qui nous mirent l'affaire Ricordeau sur les bras. Ce qui n'empêchait pas d'ailleurs la *Guerre Sociale* d'avoir parmi ses collaborateurs des militants de premier plan de la C.G.T. et de trouver un appui sérieux dans un certain nombre de syndicats importants.

Syndicats et partis politiques ne peuvent pas s'ignorer et, en fait, ils ne s'ignoraient jamais. Ils sont amis ou ennemis, ils combattent ensemble ou se combattent.

C'est pourquoi l'« autonomie syndicale » avec ses interprétations, variées et contradictoires, n'est pas seulement une formule usée. Elle est aussi, surtout à l'heure présente, une formule dangereuse.

A. ROEMER.

VIENT DE PARAITRE

la première brochure de la

**Bibliothèque
de l'opposition communiste**

**La défense de l'U. R. S. S.
et l'opposition**

par **L. TROTSKY**

64 pages. — Prix : 3 francs

Par 20 exemplaires : 2 francs

En vente à la Librairie du Travail

17, rue de Sambre-et-Meuse - Paris X^e

Les Livres

L. TROTSKY : La Défense de l'U.R.S.S. et l'opposition. (Bibliothèque de l'opposition communiste. Librairie du Travail.)

Dans cette brochure, Trotsky met au point ses idées sur le rôle international de l'U.R.S.S., à l'heure actuelle, comme facteur révolutionnaire. Le pivot de la discussion lui est fourni par le conflit sino-soviétique de l'Est Chinois, et les différents points de vue qui ont été émis à ce sujet dans l'opposition.

Dans l'ensemble la brochure de Trotsky est une réfutation des points de vue qu'on appelle « ultra-gauches », c'est-à-dire de ceux pour qui l'U.R.S.S. est aujourd'hui directement engagée sur la voie du capitalisme ; d'où il s'ensuivrait que la politique extérieure de l'U.R.S.S. est simplement une politique nationale bourgeoise, et que, pratiquement, l'opposition et le prolétariat international devraient se désintéresser d'un conflit qui met aux prises un nationalisme militariste et un soi-disant nationalisme bureaucratique. Ce point de vue rejoint directement celui de la social-démocratie, qui a été récemment exprimé par le Bureau de l'Internationale Ouvrière et Socialiste.

Pour apprécier d'une façon marxiste le conflit sino-russe, il ne faut pas s'appuyer sur des considérations vagues et abstraites sur l'impérialisme, sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ou sur la guerre et la paix. Il faut partir des données concrètes sur l'état actuel de la dictature prolétarienne en U.R.S.S., sur l'étape présente de la « révolution chinoise », et sur l'évolution du mouvement ouvrier international.

De ce point de vue il faut avoir une idée claire de ce que représente le régime actuel de l'U.R.S.S. Il ne faut pas dire tantôt que la dictature du prolétariat n'y existe plus, tantôt qu'il faut défendre les conquêtes d'Octobre. Il ne faut pas, tantôt appeler le prolétariat international à aider l'opposition russe qui lutte pour rendre aux travailleurs leur suprématie, tantôt inviter le prolétariat mondial à se désintéresser de la politique, intérieure et extérieure, de l'U.R.S.S. comme d'une « partie perdue ». Les événements évoluent en U.R.S.S. et il faut les suivre de près en en faisant une analyse marxiste. Actuellement, l'analyse révèle que les fondements économiques de la dictature du prolétariat existent encore ; pour que la nouvelle bourgeoisie reprenne la direction des affaires, il faudrait qu'elle détruise ces fondements économiques par la violence, ce qu'elle n'est absolument pas encore en mesure de faire, bien que la bureaucratie favorise l'accroissement de sa force latente. Thermidor n'est pas accompli.

Il faut aussi comprendre où en est la révolution chinoise. La défaite de la révolution prolétarienne en 1927 a empêché la révolution bourgeoise, qui ne pouvait se faire qu'avec l'appui des masses populaires, de se réaliser. L'unification nationale ne peut se compléter, la question agraire n'est pas résolue. La bourgeoisie chinoise, trop faible pour se libérer seule de l'emprise des grands impérialismes sans l'appui des masses, retombe sous l'emprise de l'Amérique, du Japon. Elle se coupe de son seul soutien effectif en réprimant le mouvement de libération ouvrier et paysan. Il n'est donc pas possible de dire que la « reprise » violente du chemin de fer de l'Est Chinois est légitime, au point de vue des classes, qui est le nôtre.

Trotsky est donc amené à donner son opinion tout à fait précise sur l'étape actuelle de la révolution chinoise, et sur un grand nombre de problèmes qui touchent directement l'évolution politique et économique de l'U.R.S.S.

Nous pensons qu'une large discussion doit s'ouvrir à son sujet. Elle nous permettra de voir plus clair sur certains des sujets fondamentaux pour le développement de l'opposition. — A. A.

Livres reçus :

PIERRE-MAC ORLAN : Villes. Mémoires (Editions de la Nouvelle Revue Française).
BERNARD COMBETTE : L'isolement (Editions N. R. F.).

Les ravages du stalinisme dans l'Internationale Communiste
Angleterre Argentine

La crise qui ravage l'Internationale communiste n'épargne pas l'Angleterre. Malgré des circonstances exceptionnellement favorables, l'effectif de la section britannique ne cesse de décroître. Passé de 5.000 à 10.730 en 1928 (année de la grève générale) il s'abaisse ensuite régulièrement : 9.000 en 1927 ; 5.556 en 1928 et 3.500 maintenant. Encore sont-ce là les chiffres officiels, par conséquent plus ou moins enflés. Mais la courbe est significative. Comme les autres partis, le Parti britannique se montre incapable de retenir les ouvriers qui viennent à lui.

La crise s'accompagne de déchirements intérieurs. La direction politique présente (Pollitt, Arthur Horner et J.R. Campbell) quoique jeune est déjà usée. Elle a employé la manière forte à l'égard d'éléments jugés indésirables. Inkpin, secrétaire du parti, a été éloigné de Londres ; on l'a envoyé exercer ses talents d'organisateur en province. Page Arnot et Rust ont été éliminés du Comité central, Murphy et Gallacher du Bureau politique.

Malmené par les dirigeants de l'Internationale communiste, le Comité central a reconnu, très longuement et très abondamment ses erreurs. En réponse à une « lettre » de Moscou, il a voté une résolution dans laquelle on peut lire :

La situation présente du parti est absolument mauvaise. Malgré l'activité des membres du parti, celui-ci a subi un sérieux recul, son influence sur la classe ouvrière ne s'est pas accrue, ce qui, en vue des obligations du parti envers le mouvement des ouvriers révolutionnaires, surtout sous un gouvernement travailliste, doit causer les plus vives alarmes.

La cause principale de cette situation critique se trouve dans les fautes de droite commises par la direction du parti qui a interprété la nouvelle ligne de l'I.C. comme étant surtout un changement de tactique électorale et a complètement échoué à comprendre qu'il s'agit d'une tactique entièrement nouvelle, d'une lutte pour une direction révolutionnaire indépendante des masses dans toutes leurs batailles.

La lutte contre le danger de droite — qui est le plus grand danger — est rendue plus difficile par l'existence d'une forte tendance conciliatrice. Il y a aussi une certaine absence de principes qu'on constate dans une disposition à changer de position non par conviction mais par commodité. Le poison opportuniste montre à la fois l'influence de l'idéologie bourgeoise dans le parti et la nécessité d'extirper une fois pour toutes les anciennes traditions non bolchevistes.

C'est la forme habituelle de la reconnaissance des erreurs dans tous les pays et dans toutes les sections de l'I.C.

La résolution reconnaît que la nouvelle tactique électorale a donné des résultats peu satisfaisants. Mais on avait dit le contraire au lendemain des élections.

L'affaire finira sans doute par des changements dans la direction du parti. On remplacera un clan par un autre. Gallacher et Murphy — surtout ce dernier qui est un maître fourbe — n'ont pas perdu leur temps depuis qu'ils ont été écartés du Bureau politique. On apprend en effet qu'une résolution, votée par la région de Tyneside et approuvée par Londres, Manchester et la Galles du Sud, demande que Pollitt, Horner et Campbell soient écartés du Bureau politique. Quand, maintenant, la base est autorisée à parler, on sait ce que cela signifie.

La direction de l'I.C. attire l'attention du parti sur la question financière. Elle fait remarquer que « le montant des sommes recueillies par le parti pour ses diverses campagnes est tout à fait insuffisant ». C'est bien — mais un peu tard.

PIERRE VERY : Pont-Egaré (Ed. N. R. F.).
PAUL VALERY : Monsieur Teste (Ed. N. R. F.).
EUGENE SZATMARI et NICOLAS ARANYOSI : Les Grandes Catastrophes. Traduit par M. Rémon (librairie Gallimard. Coll. Documents bleus).

Buenos-Aires, septembre 1929.

Le malaise a surgi ici il y a environ deux ans. Sept membres de notre comité exécutif commencèrent à travailler contre les cinq autres. Ils avaient l'appui du représentant de l'Internationale communiste et il n'y aurait rien eu à dire si la discussion avait été conduite proprement, loyalement, ainsi que cela devrait être entre camarades, entre communistes. Il peut être assez curieux de noter que les sept étaient des intellectuels ou venaient des classes moyennes tandis que les cinq étaient des ouvriers.

La majorité fit de la sale besogne : 'l ne peut y avoir là-dessus aucun doute. Elle supprima plusieurs télégrammes venant de l'I.C., détruisit des lettres, envoya à Moscou des rapports mensongers, s'introduisit de force dans les logements des membres de l'opposition, écrivit au préfet de police pour lui demander l'aide de la police afin de prendre possession des locaux occupés par ceux des membres qui n'approuvaient pas ses procédés ; plusieurs de ces derniers furent même arrêtés et parmi eux Penelon, notre meilleur militant et, de l'avis de beaucoup, le meilleur militant de toute l'Amérique du Sud.

Les choses allèrent si loin que nous dûmes nous retirer, il y a 18 mois, et former un autre parti. L'I.C. envoya une délégation. Mais cette délégation apportait avec elle une résolution qui était si pleinement en faveur de nos adversaires que nous ne voulûmes rien avoir affaire avec elle. La délégation s'en alla. Maintenant une autre est venue mais il n'y a toujours aucune indication d'accord.

Nos conditions sont claires et simples. L'Internationale communiste doit frapper d'une façon ou de l'autre les 3 ou 4 membres de l'ancien comité exécutif qui se sont comportés comme des bandits, ou des fous, ou des agents de la bourgeoisie. Si l'I.C. est assez stupide — ou en d'autres termes si Staline est assez borné — pour sacrifier le mouvement communiste sud-américain tout entier afin de sauver 3 ou 4 hommes qui ne le méritent aucunement, alors nous n'y pouvons rien. Les choses resteront comme elles sont. D'ailleurs il y a maintenant un autre parti bolcheviste contre le parti officiel à Montevideo, dans l'Uruguay, et la division existe dans le parti communiste du Paraguay. Ici la lutte se développe dans tous les domaines, dans la presse, dans les syndicats, dans les groupes sportifs, etc. C'est lamentable, mais qu'y faire ?

Au sujet de l'opposition russe, ce n'est que tout récemment que les membres de notre parti ont eu à leur disposition quelques documents authentiques. Jusqu'alors nous n'en savions que ce qu'en disaient la presse capitaliste et la Pravda et, naturellement ces informations ne pouvaient nous permettre de savoir ce qu'elle représentait et quelles conceptions elle défendait. Nous avons maintenant à notre disposition la Situation véritable en Russie. Où va la Russie ? (traduits en espagnol) et il apparaît que les meilleurs hommes du parti croient que c'est Trotsky qui a raison. Dans la situation présente nous ne voulons pas nous engager à fond sur ce point pour ne pas permettre à Staline de liquider nos griefs particuliers en déclarant simplement qu nous sommes des oppositionnels.

Que se passera-t-il demain ? Naturellement nous ne le savons pas. Nous attendons toujours que l'I.C. nous communique sa décision définitive. Mais ce qui est sûr c'est que, dans aucun cas, nous ne flancherons. Nous sommes prêts à nous unir avec la masse du parti officiel : nous n'avons aucun désaccord avec elle, mais nous refusons absolument de travailler de nouveau avec les 3 ou 4 individus qui ont fait appel à la police contre des communistes.

Parlant pour moi, l'hypothèse de ne plus travailler dans un parti officiel de l'I.C. ne m'effraie pas trop — de l'I.C. telle qu'elle est aujourd'hui. Je crois dans une Internationale de Lénine mais je me soucie peu de l'Internationale de Staline. — R. Guinney.